

## L'Afrique sub-saharienne : en voie de marginalisation ?

Alix de Saint-Vaulry\*

L'Afrique sub-saharienne, constituée des zones CHELEM MB (Union Douanière d'Afrique australe), PA (Nigéria — Gabon) et PB (Afrique noire non OPEP), comprend ici tous les pays d'Afrique au sud du tropique du Cancer à l'exception du Soudan qui appartient à la zone OC (Afrique du nord non OPEP). L'ensemble recouvre donc des pays très différents.

Avec une part du PIB mondial qui, après avoir tourné longtemps autour de 2 %, se rapproche maintenant de 1 %, cette zone semble en voie de marginalisation. Pourtant sa population approche 10 % de la population mondiale et continue d'augmenter rapidement. Cette croissance démographique est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le PIB par tête est 6 ou 7 fois inférieur à la moyenne mondiale (10 fois pour l'Afrique noire non OPEP).

L'évolution de ses échanges depuis vingt ans indique-t-elle un début d'industrialisation ? Quels sont ses partenaires privilégiés, et en particulier comment ont évolué les relations de l'Afrique noire avec la France et l'Europe ? Enfin le recours aux capitaux extérieurs joue-t-il un rôle dans la croissance économique des pays d'Afrique ?

---

\* *Alix de Saint-Vaulry est chargé de mission au CEPII.*

---

## Explosion démographique et chute des ressources

L'écart est frappant entre le poids fort et croissant de l'Afrique sub-saharienne dans la population mondiale et son poids dans la production et les échanges mondiaux, beaucoup plus faible et en diminution.

Un demi-milliard d'hommes se partagent moins de 2 % des richesses mondiales. Si le taux de croissance démographique se maintient à 3 % par an, la population de l'Afrique sub-saharienne, de 500 millions en 1990, arrivera au milliard en 2013. Actuellement 14 millions de personnes y naissent chaque année, dont 3,4 millions au Nigéria (106 millions d'habitants en 1987).

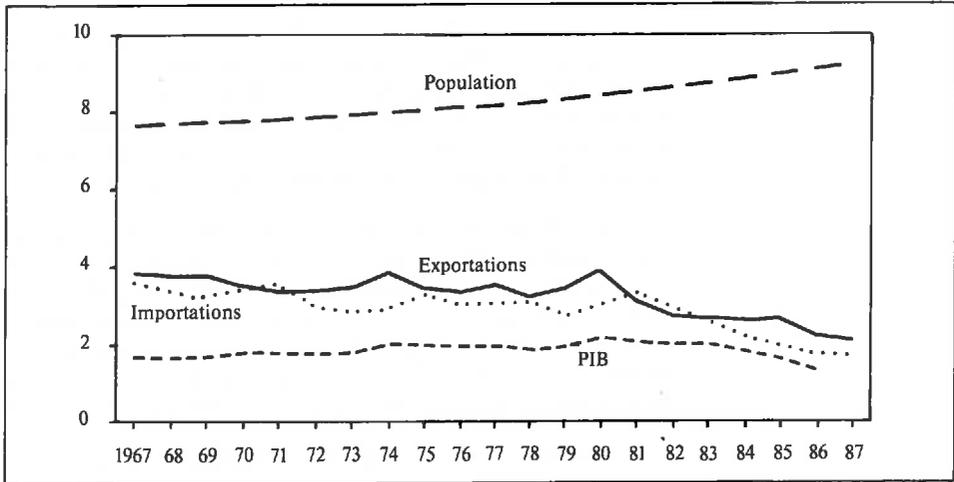
Face à cette démographie galopante, sa part du PIB mondial décroît. Elle a atteint un maximum en 1980 (2,2 %), dû à la hausse du prix des matières premières, et donc à l'augmentation des exportations de l'Afrique du Sud (minerai) et du Nigéria (pétrole). Elle a baissé jusqu'à 1,36 % en 1986.

En 1986 seuls la Réunion, avec 4100 dollars par habitant, et le Gabon, pays peu peuplé exportateur de pétrole, avec 3800, dépassent le PIB par tête moyen mondial (3200 dollars par habitant). Les Seychelles, grâce au tourisme, et l'Afrique du Sud, grâce à ses richesses minières, arrivent respectivement à 2700 et 1800 dollars par habitant, les autres pays ne dépassent pas la moitié du revenu moyen mondial. En fait le PIB par tête de l'Afrique noire non OPEP dans son ensemble (310 dollars par habitant en 1986) est depuis 1984 comparable à celui de l'Inde (282 dollars en 1986), alors qu'il lui était supérieur de 50 % en 1967. A titre indicatif rappelons que le PIB par tête du Brésil est de 2000 dollars par habitant en 1986, celui de la Corée du Sud 2400 et celui de Singapour 6700.

L'insertion dans le commerce mondial est faible et tend à se réduire encore, de moins de 4 % en 1967 à 2 % en 1987, avec quelques sursauts au moment des chocs pétroliers.

### Part de l'Afrique sub-saharienne dans le monde

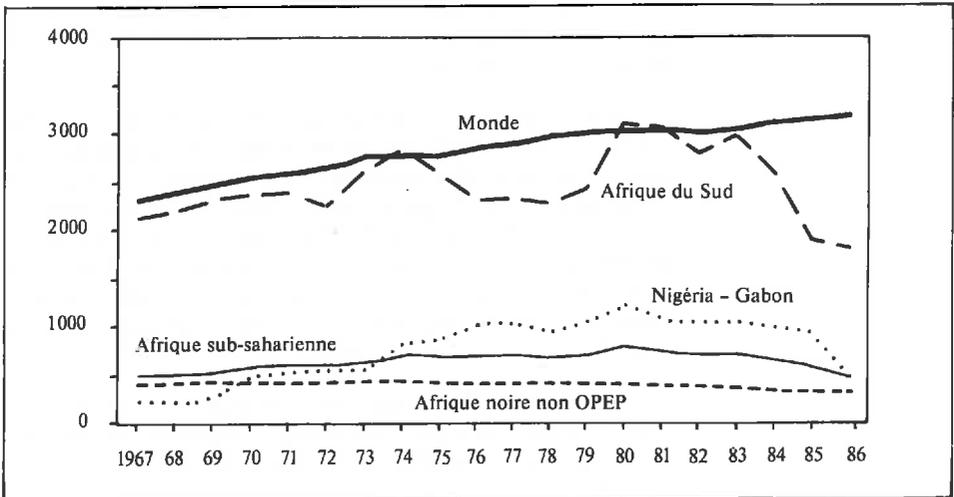
En %



Source: CEPII - Banque de données CHELEM - PIB et POP.

### PIB par tête

En dollars de 1986



Source: CEPII - Banque de données CHELEM - PIB.

---

## **Minerais, pétrole et produits tropicaux contre machines et moyens de transports**

Le commerce extérieur de l'Afrique sub-saharienne ne croît pas au rythme soutenu du reste du monde, et sa structure n'a pas non plus évolué dans le sens de l'industrialisation. Son insertion dans la division internationale du travail reste traditionnelle : exportations de matières premières et importations de biens manufacturés.

Seule l'Afrique du Sud fait un effort d'intégration « secondaire » dans le commerce des biens manufacturés. Elle profite de ses ressources minérales (houille, or et autres minerais non ferreux, diamants et autres pierres précieuses) pour développer une industrie locale. Par ailleurs la part de cuirs, peaux et laine dans ses exportations a baissé en vingt ans, de 10 % en 1967 à 3 % en 1987.

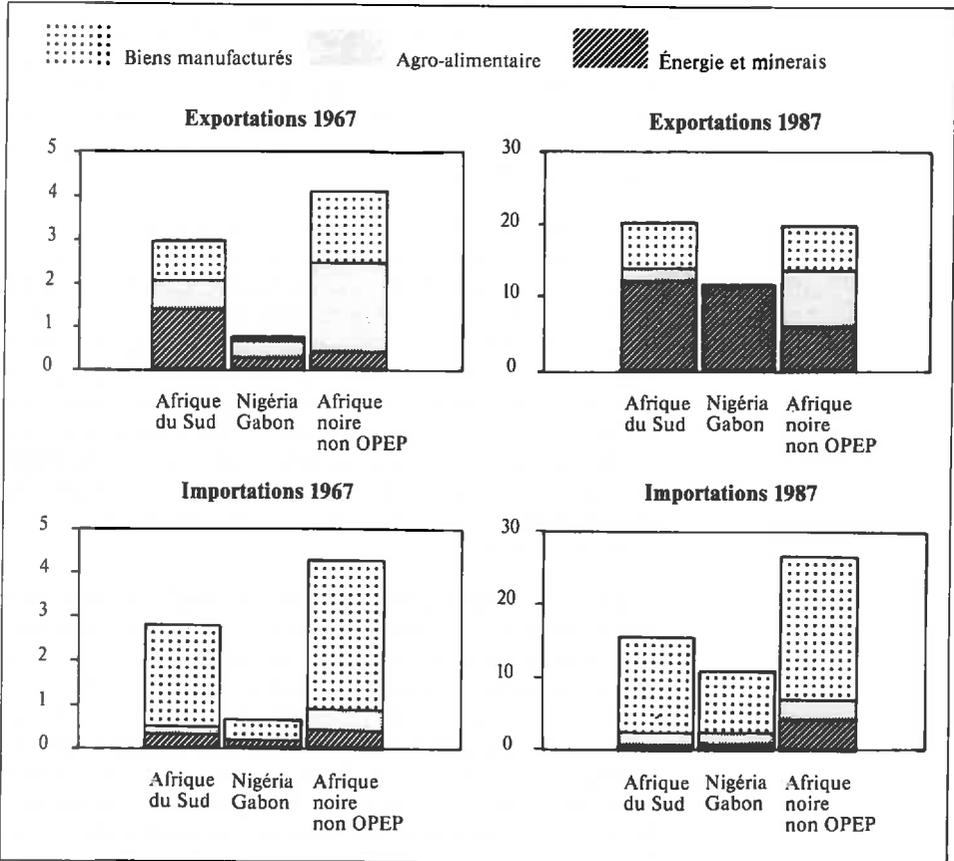
La manne pétrolière a pris toute la place au Nigéria et au Gabon : plus de 90 % des exportations depuis 1979 (32 % en 1967), alors qu'en 1967 l'exploitation des ressources minières et agricoles faisait les deux tiers des exportations. Quant à l'Afrique noire non OPEP, elle exporte aussi du pétrole, mais moins, et le développement de son agriculture et de son industrie paraît bien difficile. Beaucoup de pays n'exportent qu'un petit nombre de produits : café, cacao, coton, minerais.

Tous importent en grande partie des machines et des véhicules, mais l'Afrique du Sud importe aussi toute une gamme de produits chimiques et de produits électriques et électroniques, le Nigéria des produits des industries alimentaires et le reste de l'Afrique noire des produits de première nécessité : produits pharmaceutiques, lait et céréales. La plupart doivent même importer des produits pétroliers. Mais certains pays s'équipent en important du matériel de télécommunication.

Les termes de l'échange n'ont pas été très favorables aux pays africains, sauf pour les produits pétroliers avant 1985, mais l'évolution heurtée de ces prix n'a pas favorisé une gestion constructive de ces ressources.

Structure des échanges en 1967 et en 1987

En milliards de dollars



Source: CEPII - Banque de données CHELEM - CINH.

On a ajouté aux données de la base les exportations d'or de l'Afrique du Sud: 1,1 milliard de dollars en 1967, 10 milliards en 1987.

---

## La France premier partenaire de l'Afrique noire

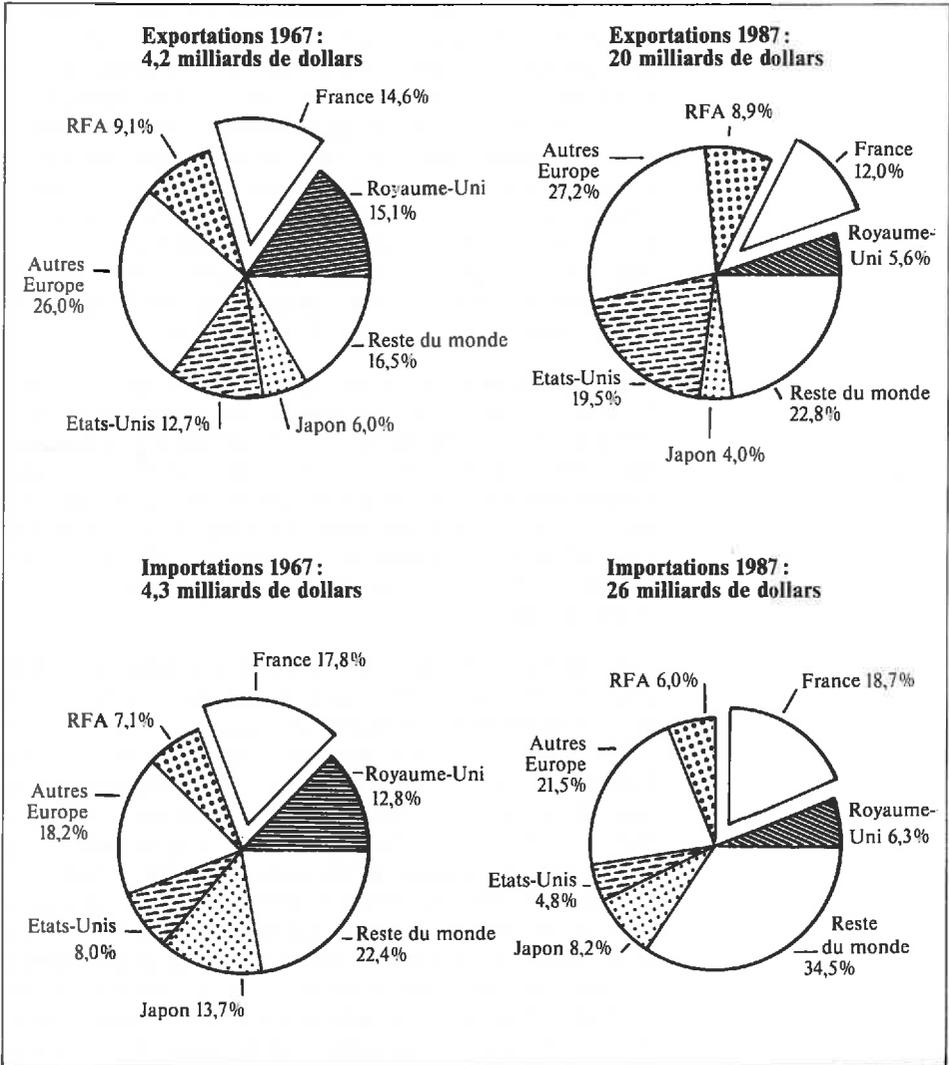
L'Europe est le principal partenaire de l'Afrique subsaharienne. En 1967 elle achetait 60 % des exportations de cette partie de l'Afrique et fournissait 50 % de ses importations. En 1987 elle ne représentait plus que 43 % des achats et des ventes de la zone à l'étranger, le Royaume-Uni s'étant fortement retiré des pays de l'ex-Commonwealth et recentré sur l'Europe.

L'Afrique noire non OPEP est plus centrée sur l'Europe que l'Afrique du Sud et que les membres de l'OPEP (Nigéria et Gabon). L'Afrique du Sud commerce beaucoup avec le Japon (16 % des ventes sud-africaines — or exclu — et 12 % des achats en 1987). Une grande partie du pétrole nigérian (18 % à 45 % des ventes depuis 1972) va aux États-Unis. En Afrique noire le Royaume-Uni a beaucoup allégé sa présence, mais les autres pays européens ont maintenu la leur, France en tête, suivie par l'Allemagne fédérale, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne, qui font chacun plus de 3 % des exportations et des importations de la zone.

La France, qui a gardé des liens privilégiés avec les pays francophones, est vraiment le premier partenaire des pays d'Afrique noire. En 1987 elle absorbe 12 % de leurs ventes et leur procure 19 % de leurs achats. Depuis 1967 où ils n'exportaient vers la France que des produits agricoles bruts et des métaux non-ferreux, ils ont étendu la gamme de leurs exportations : la France leur achète maintenant aussi du pétrole, des produits des industries alimentaires, de la chimie minérale de base et de l'industrie textile. L'Afrique nous envoie des cotonnades, alors que vingt ans plus tôt elle achetait des tissus français. En 1987 elle reçoit de France un peu de tout : 33 % de machines, appareils et articles mécaniques, électriques et électroniques, 13 % de matériel de transport, mais aussi 16 % de produits alimentaires et 8 % de produits pharmaceutiques...

Les pays non OCDE se sont taillés une part croissante du marché africain, grâce essentiellement au pétrole brut et raffiné (Afrique, Union soviétique), mais les NPI d'Asie ont aussi commencé à percer sur le marché, vendant textiles et bateaux.

## Les échanges commerciaux de l'Afrique noire non OPEP



Source : CEPII - Banque de données CHELEM - CINH.

---

## Face à des exportations insuffisantes et à l'endettement, l'aide indispensable

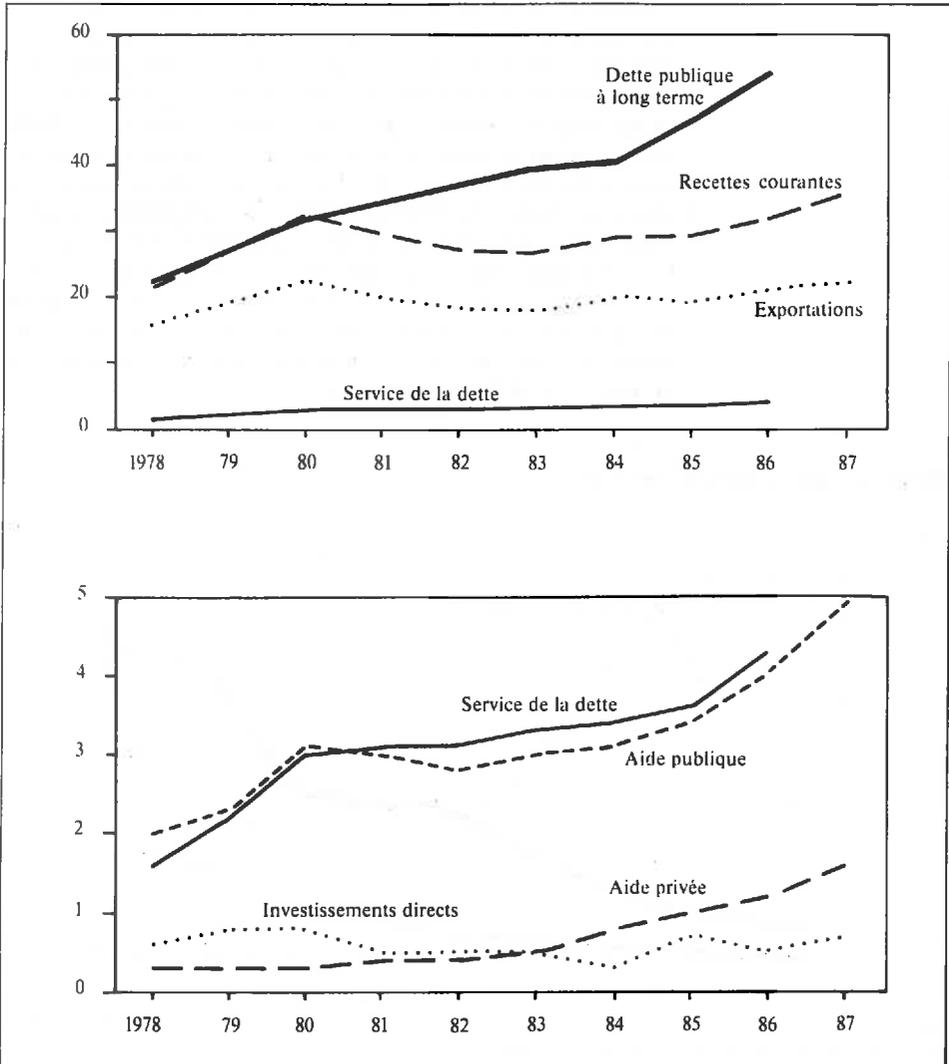
Confrontés à de gros problèmes de développement, d'importations à payer malgré la détérioration des termes de l'échange, de santé, voire de survie de la population, de nombreux pays africains ont eu recours à l'endettement, les ressources internes étant insuffisantes, l'épargne faible et les exportations peu porteuses. Mais ils ont souvent des difficultés à rembourser. Pour faire la soudure, les prêteurs veulent bien consentir de nouveaux prêts, mais à condition que d'importants programmes d'ajustement structurel soient mis en place. Il s'agit de valoriser les ressources humaines et naturelles, et notamment de développer l'agriculture vivrière pour nourrir la population.

Les graphiques ci-contre montrent l'évolution du stock de dette extérieure à long terme, du service de la dette (remboursements et intérêts effectivement payés dans l'année), des exportations de biens, des recettes courantes (exportations de biens et services, transferts sans contrepartie), de l'aide étrangère publique (bilatérale et multilatérale, organismes internationaux compris), de l'aide privée (ONG, associations sans but lucratif) et des investissements directs.

Dans les années quatre-vingt, l'affaissement du prix des produits de base, la récession mondiale et la hausse des taux d'intérêt ont maintenu un besoin de capitaux extérieurs, d'où un nouveau recours à l'endettement auprès de l'étranger... et en conséquence un alourdissement du service de la dette en pourcentage des recettes courantes. Heureusement l'aide publique au développement a augmenté dans les mêmes proportions, et l'aide privée a crû encore plus vite. Par contre l'Afrique noire n'attire guère les investissements directs (risques économiques et politiques, instabilité, conflits). Outre l'aide directe, des mesures d'allègement de la dette comme celles qui ont été décidées en 1988 à Toronto et comme la décision française récente d'annuler toutes ses créances (2,4 milliards de dollars) sur 35 pays d'Afrique sub-saharienne, donnent un ballon d'oxygène à ce continent. Mais ces mesures ne résolvent pas encore le problème de développement à long terme.

## L'endettement de l'Afrique noire non OPEP

En milliards de dollars



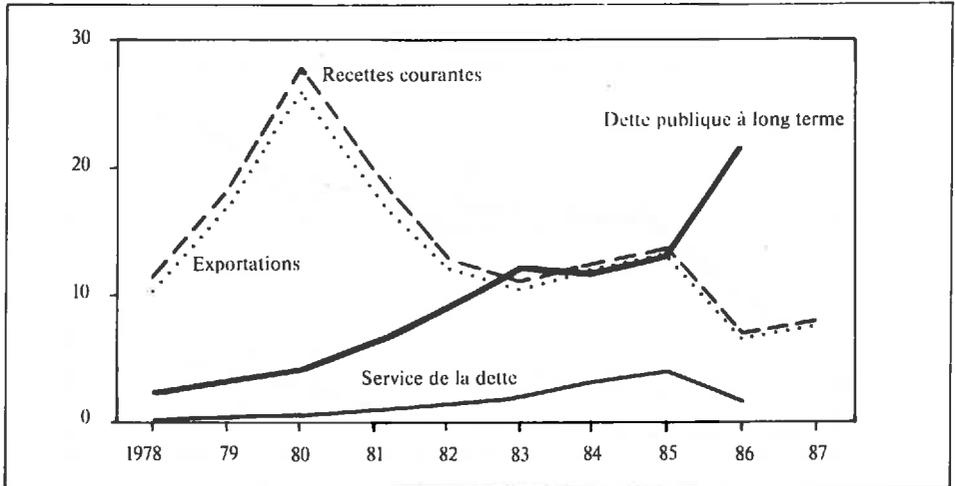
Source : CEPII - Banque de données CHELEM - BOP et WDT.

## Le pétrole au Nigéria, un cadeau ambigu

Le Nigéria est dans une situation très particulière. Ses recettes d'exportation sont quasi-exclusivement pétrolières, donc extrêmement sensibles à la conjoncture du marché. Lors du premier envol des prix, et plus encore lors du second en 1979-1980, il a investi dans de nombreux et vastes projets; quand les prix ont stagné ensuite il lui a fallu en abandonner certains et emprunter pour poursuivre les autres. En 1986, ses recettes d'exportation de pétrole ayant chuté de moitié, le Nigéria a lancé un programme d'ajustement à la demande du FMI. L'économie est en stagnation. La dette atteint aujourd'hui 30 milliards de dollars, que le Nigéria vient de rééchelonner. La situation peut changer très vite, avec les cours du pétrole. Mais la population, de 106 millions d'habitants en 1987, continue à croître au rythme annuel de 3 %.

### Dette et exportations du Nigéria

*En milliards de dollars*



Source : CEPII - Banque de données CHELEM - BOP et WDT.